

26.05.2020 – 09:00 Uhr

Industrie MEM : il faut de meilleures conditions-cadres, maintenant!

Zurich (ots) -

L'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie a atteint un niveau historiquement bas presque dans le monde entier à cause de la pandémie du coronavirus. Les entrées de commandes dans l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) risquent de s'effondrer. La crise du coronavirus touchera de plein fouet l'industrie MEM, fortement axée sur l'exportation, seulement au cours des mois à venir. Près de trois quarts des entreprises MEM (72%) s'attendent pour 2020 à des pertes ou des marges insuffisantes. Pour ces entreprises, cette situation est risquée à court et à moyen terme. Seules de meilleures conditions-cadres visant à améliorer la compétitivité de la branche MEM permettront de sortir de la crise. C'est pourquoi Swissmem demande la suppression des droits de douane sur les produits industriels, l'amélioration de l'accès mondial au marché pour l'industrie d'exportation, le soutien de l'activité d'innovation dans les entreprises, un meilleur cadre pour la numérisation ainsi que le recours aux marges de manoeuvre dans les marchés publics par les pouvoirs publics.

L'industrie MEM se trouvait déjà en 2019 dans une situation tendue. Les causes résidaient dans la faible conjoncture dans les marchés de vente majeurs ainsi que dans la nouvelle revalorisation du franc suisse par rapport à l'euro. Cette évolution s'est poursuivie en début d'année. Car bien que le confinement a été imposé dans la plupart des marchés seulement à la fin du premier trimestre, les entrées de commande, les chiffres d'affaires et les exportations ont en partie subi un net recul en comparaison du trimestre de l'année précédente.

Divers indicateurs montrent que ce n'est qu'au cours des deuxième et troisième trimestres 2020 que les effets négatifs de la pandémie du coronavirus sur l'industrie MEM se feront entièrement ressentir. Près de la moitié des entreprises MEM (48%) doivent faire face à des annulations de commandes en raison du confinement. Ce recul du chiffre d'affaires et des marges correspondantes va se faire ressentir dans les mois à venir. L'état du PMI (indice des directeurs d'achat) est encore plus inquiétant puisqu'en avril, il était tombé dans la majeure partie du monde au niveau le plus bas depuis la crise financière et économique de 2009. Ce qui fait que les entrées de commandes vont maintenant aussi s'effondrer.

Situation menaçante pour presque trois quarts des entreprises

Les attentes des entreprises quant aux résultats de cette année sont sombres. C'est ce que révèlent les résultats de la dernière enquête menée parmi les entreprises membres de Swissmem. Plus d'un tiers des entreprises MEM (38%) s'attendent cette année à une perte au niveau EBIT. 34 autres pour cent des entreprises s'attendent à une marge EBIT entre zéro et cinq pour cent - une valeur insatisfaisante qui ne permet pas à ces entreprises d'investir dans l'avenir. Ainsi 72% des entreprises MEM se trouvent dans une situation risquée à court et à moyen terme. Cette situation préoccupe fortement Hans Hess, Président de Swissmem : " Nous devons immédiatement renverser la vapeur. Ce n'est qu'avec une sortie contrôlée du confinement et un renforcement durable de la compétitivité des entreprises que nous parviendrons à atténuer l'ampleur de l'effondrement. Pour ce faire, l'industrie d'exportation a besoin de meilleures conditions-cadres, maintenant ! "

Seules de meilleures conditions-cadres permettront de sortir de la crise

L'industrie MEM exporte presque 80% de ses produits. Raison pour laquelle il est décisif que le déconfinement ait aussi lieu rapidement dans ses marchés de vente. Un programme conjoncturel qui ne peut avoir un effet que sur le marché intérieur serait inutile. L'histoire montre que de tels programmes ont un effet trop tardivement ou au mauvais endroit. L'industrie d'exportation a besoin de davantage de marge de manoeuvre et d'un soutien de la capacité d'innovation afin qu'elle puisse sortir rapidement de la crise. Concrètement, Swissmem pose les revendications suivantes :

1. Suppression des droits de douane sur les produits industriels :

Pour l'industrie MEM seule, cela se traduirait par une réduction des coûts d'environ 125 millions de francs par année et par un soulagement administratif important. Swissmem exige que le Conseil national et le Conseil des États approuvent la proposition du Conseil fédéral lors de la session d'été, afin que la suppression des droits de douane sur les produits industriels puisse entrer en vigueur au début de 2021.

2. Renforcer l'encouragement de l'innovation :

Dans le message FRI 2021-2024, 130 millions de francs supplémentaires doivent être mis à disposition pour les instruments d'Innosuisse " Encouragement de projets " et " Chèque d'innovation ". De plus, le cadre des contributions pour les centres de transfert technologique doit être augmenté de 28 millions de francs selon l'art. 15 de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI). Comme de nombreuses entreprises doivent faire face à un manque de liquidité et de ce fait, économiser au niveau des projets d'innovation, la contribution en espèces doit être en outre temporairement accordée aux entreprises impliquées dans des projets d'Innosuisse. Swissmem s'attend aussi à ce que la clé de répartition des coûts des projets entre les entreprises et les partenaires scientifiques d'actuellement 50:50 soit ajustée à 20:80.

3. Améliorer l'accès au marché pour l'industrie d'exportation :

- Il faut de nouveaux accords de libre-échange, car la suppression des droits de douane facilite considérablement l'accès au marché pour les entreprises suisses d'exportation. L'accord avec le Mercosur doit être rapidement ratifié. Il faut également qu'un effort soit fait dans les négociations avec les USA, l'Inde et d'autres États du sud-est de l'Asie.

- L'accès non discriminatoire au marché intérieur de l'UE, où partent 56% des exportations MEM, doit rester garanti. Dans ce but, il faut d'abord un NON à l'initiative de résiliation. Ensuite, les points en suspens de l'accord-cadre avec l'UE doivent enfin être clarifiés afin d'ouvrir la voie au processus parlementaire en vue d'aboutir à une initiative populaire.

- Il faut faciliter l'accès aux grands projets d'infrastructure, en particulier pour les PME. Le besoin mondial d'investissements dans les infrastructures est estimé à 90 billions de dollars d'ici à 2040. Les organisations de la Confédération (ambassades, S-GE, SBH, SERV, SECO, etc.) doivent apporter leur soutien aux entreprises pour la mise à disposition, l'acquisition et la diffusion d'informations.

4. Créer un cadre avancé pour la numérisation :

La crise du coronavirus a démontré de façon impressionnante les avantages de la numérisation pour la société et l'économie. Nous avons maintenant besoin d'étapes supplémentaires pour assurer la progression de la numérisation au niveau des chaînes de création de valeur et des processus. De plus, il faut éliminer les obstacles à l'expansion du réseau mobile 5G. Il est également temps d'appliquer une stratégie de cybersécurité globale qui comprend les infrastructures critiques, la défense nationale, l'économie et la société. L'extension des services eGouvernement réduirait considérablement l'administration. Pour terminer, il faut développer les compétences numériques à tous les niveaux de la formation et dans les entreprises.

5. Utiliser le cadre politique et juridique au niveau des marchés publics en faveur de la place industrielle suisse :

- Les critères d'attribution définis dans la loi fédérale sur les marchés publics (LMP) confèrent une marge de manoeuvre aux offices d'adjudication. Elle doit être utilisée en cas d'acquisitions par les pouvoirs publics et par des entreprises proches de l'État en faveur de la place industrielle suisse - sans pour autant violer les règles de l'OMC.

- Les règles du GATT/OMC comprennent la possibilité d'acquérir des biens importants pour le domaine de la sécurité sur le marché suisse. Il faut aussi y recourir. En outre, les possibilités d'affaires compensatoires lors de l'achat de biens d'armement (par ex. le nouvel avion de combat) doivent être utilisées au maximum.

En plus de ces améliorations des conditions-cadres, certaines mesures d'urgence en cours doivent être prolongées. Concrètement, la durée d'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail doit être prolongée à 18 mois et le délai pour soumettre une demande de crédit COVID-19 jusqu'à la fin 2020.

Contact:

Ivo Zimmermann, chef Communication
Tél. +41 44 384 48 50 / portable +41 79 580 04 84
E-mail : i.zimmermann@swissmem.ch

Philippe Cordonier, responsable Suisse romande
Tél. +41 21 613 35 85 / portable +41 79 644 46 77
E-mail : p.cordonier@swissmem.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100053245/100848348> abgerufen werden.